

Au deuxième trimestre, l'économie française reste convalescente

Béatrice Madeline

Selon l'Insee, le produit intérieur brut augmenterait de l'ordre d'un quart de point (+ 0,25 %) entre avril et juin 2021

Est-ce la lassitude qui gagne ? Au bout de plus d'un an de crise, de mesures sanitaires et de télétravail généralisé, les entreprises semblent commencer à accuser le coup. La résilience souvent saluée de l'industrie achoppe sur les difficultés d'approvisionnement, voire sur des pénuries de main-d'œuvre, tandis que dans les services, c'est le travail à distance qui semble impacter l'activité. « *De plus en plus d'entreprises considèrent que le télétravail a un impact défavorable sur leur productivité* » a relevé Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee, en présentant les résultats des enquêtes du deuxième trimestre. Ce sentiment général englobe l'ensemble des mesures sanitaires : télétravail, mais aussi port du masque, mesures de distanciation sociale, réorganisations de l'activité... Mais concernant plus spécifiquement le télétravail, « *on arrive à une proportion de 20 % qui pensent que l'effet est défavorable, contre 10 % qui pensent que l'effet est plutôt favorable* », précise Julien Pouget.

Cette lassitude qui s'exprime ne remet toutefois pas en question les perspectives de reprise économique. L'activité, qui s'est repliée en avril à - 6 % sous son niveau d'avant-crise (contre - 7,5 % en novembre 2020 et - 31 % en avril 2020), devrait reprendre de la vigueur avec les réouvertures prévues d'ici à fin juin. L'Insee prévoit que l'activité économique reviendra à 4 % environ sous son niveau d'avant-crise en mai, puis entre 2 % et 3 %, toujours sous le niveau d'avant-crise, en juin. « *Sous ces hypothèses* », le PIB augmenterait de l'ordre d'un quart de point (+ 0,25 %) au deuxième trimestre, portant l'acquis de croissance annuelle à 4,25 % environ à la fin juin, estime l'Insee. Quant au second semestre, compte tenu des incertitudes sanitaires encore fortes, l'institut de la statistique préfère rester prudent. « *On sait qu'avec les mécanismes de soutien mis en place, l'économie est capable de rebondir rapidement – si et seulement si l'épidémie est jugulée* », a souligné M. Pouget. Au premier trimestre de 2021, 57 300 créations nettes d'emplois ont été enregistrées dans le secteur privé, a annoncé l'Insee vendredi 7 mai.

Approvisionnement

Le rebond, néanmoins, sera d'autant plus dynamique que les entreprises auront pu surmonter leurs difficultés actuelles, liées à l'organisation du travail mais aussi aux problèmes d'approvisionnement ou de main-d'œuvre. Ces préoccupations touchent pas moins d'une entreprise industrielle sur trois et plus de quatre entreprises sur dix dans le bâtiment. Depuis le début de la crise sanitaire, l'impact du télétravail sur la productivité a fait l'objet de nombre d'hypothèses, sans parvenir à une conclusion claire. L'OCDE estime qu'il existe une relation en « *U inversé* » entre le travail à domicile et l'efficacité du salarié. En éliminant les temps de transports entre domicile et lieu de travail, les heures de réunion et les pauses-café, travailler chez soi permettrait dans un premier temps d'être plus productif. Mais à la longue, l'absence de contacts entre collègues, la distension du lien avec les managers et peut-être une forme de démobilisation auraient un effet pernicieux sur les salariés.

« *La forme exacte de la relation pourrait varier selon l'importance de ces facteurs par secteur et par profession* », nuance William de Vijlder, chef économiste de BNP Paribas, dans un article de blog paru en avril. Sur un autre plan, des chercheurs de l'université californienne de Stanford se sont eux penchés sur l'impact de la multiplication des vidéoconférences, qui engendre une fatigue spécifique – baptisée la « *zoom fatigue* ». L'impact de cette lassitude sur la productivité n'a pas été étudié, mais selon toute vraisemblance, elle n'est pas sans conséquence.

L'Insee a également interrogé les entreprises sur l'adéquation entre leurs effectifs et l'activité, et leurs réponses sont contrastées. Dans le bâtiment, les difficultés de recrutement, aiguës avant les confinements, ressurgissent. Dans les services en revanche, nombre d'entreprises jugent que leurs effectifs aujourd'hui sont trop élevés par rapport à leur activité, un indicateur qui peut inquiéter alors

que les chiffres de l'emploi salarié doivent être publiés vendredi matin. Si l'activité repart rapidement, les entreprises pourront sans doute conserver leur main-d'œuvre actuelle. Tout dépendra également du maintien des mesures de soutien de l'Etat, à commencer par l'activité partielle, et son adaptation au rythme de reprise de l'activité.

Quoi qu'il en soit, l'APEC fait preuve d'un relatif optimisme. Les embauches de cadres devraient « *redémarrer progressivement* », indique l'agence dans un baromètre publié vendredi 7 mai. Environ 247 000 recrutements sont attendus, soit 8 % de plus qu'en 2020, mais en recul de 12 % sur 2019. La préoccupation concerne surtout les jeunes diplômés.